

**DECISION N°068/2023/ARCOP/CRD/DEF DU 15 NOVEMBRE 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES SUR LA SAISINE DE L'AGENCE NATIONALE DE L'ETAT CIVIL (ANEC)
VISANT A OBTENIR, UNE AUTORISATION POUR S'APPUYER SUR LA
COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES
DU MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, DE L'AMENAGEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES AUX FINS DE DEROULER SES
PROCEDURES DE PASSATION DE MARCHES POUR LA GESTION 2023**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n° 2023-832 du 05 avril 2023 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2023-833 du 05 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARCOP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 0002 portant élection des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARCOP ;

VU la demande de l'Agence nationale de l'Etat Civil (ANEC) reçue le 09 novembre 2023 ;

Madame Khadijetou Dia LY, Directrice des Ressources Humaines et de l'Administration générale, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; de Messieurs Alioune NDIAYE, Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De madame khadijetou Dia LY, assurant l'intérim de monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARCOP, secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours :

Par courrier reçu le 09 novembre 2023 à l'ARCOP, l'ANEC a saisi le CRD pour obtenir, l'autorisation de s'appuyer sur la commission des marchés et la cellule de passation des marchés du Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires, pour sa gestion 2023.

A l'appui de sa demande, elle a joint le décret N°973-2023 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ANEC et la lettre N° 5489 du 16 octobre 2023 portant approbation du projet de budget primitif de l'ANEC au titre de la gestion 2023

LES MOYENS DEVELOPPES PAR L'ANEC

A l'appui de sa saisine, l'ANEC informe de l'évolution institutionnelle intervenue récemment avec la création par décret N°973-2023 du 02 mai 2023 de l'Agence Nationale de l'Etat civil (ANEC) en remplacement de la direction de l'Etat civil.

Le Directeur général soutient que l'approbation du budget 2023 de l'agence a été obtenu par arrêt d'office, le 16 octobre 2023. Il fait observer que ledit budget permet de prendre en charge les frais d'équipement, d'aménagement, et d'installation de l'agence dans ses nouveaux locaux.

Il relève qu'au regard des délais très courts dont l'agence dispose avant la fin de l'année 2023 pour la consommation dudit budget, il souhaite s'appuyer sur la cellule et la commission de passation des marchés du Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires pour la gestion 2023 en attendant que les organes de passation des marchés de l'agence soient mis en place.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant que les dispositions de l'article 35 du Code des Marchés publics, prévoient, au niveau de chaque autorité contractante, la mise en place d'une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés, ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ;

Considérant que l'article 2 du Code des Marchés publics dispose, que toutes les autorités contractantes doivent appliquer les dispositions dudit Code ;

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ

Considérant que l'article premier du décret 2023-973 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ANEC dispose qu' « il est créé une agence dénommée Agence nationale de l'Etat civil, placée sous la tutelle technique du Ministère en charge des collectivités territoriales et sous la tutelle financière du ministère en charge des finances, que l'ANEC est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière » ;

Qu'au regard de l'article précité, l'ANEC est une autorité contractante au sens de l'article 2 du CMP, puisqu' ayant le statut de personne morale de droit public jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, et qu'à ce titre doit disposer d'une cellule et d'une commission des marchés propres ;

Considérant toutefois que l'ANEC est une création récente et que son budget 2023, prévu pour prendre en charge les frais d'équipement et d'installation de l'agence dans ses nouveaux locaux n'a été approuvé que le 16 octobre 2023 ;

Que la passation des procédures de passation des marchés y afférentes, compte tenu du peu de temps qui restent avant la fin de l'année en cours, requièrent une célérité certaine, pour éviter la perte des fonds disponibles ;

Que cette célérité, pourrait être mieux assurée en s'appuyant sur la cellule et la commission des marchés du ministère en charge de la tutelle technique sous réserve de leur approbation préalable, en attendant que l'agence mettent en place les organes requis pour la passation de ses marchés ;

Que sous ce rapport, il y' a lieu d'autoriser l'ANEC avec l'approbation préalable du Ministère des collectivités territoriales de l'aménagement et du développement des territoires de s'appuyer sur la cellule et la commission des marchés dudit ministère.

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que l'ANEC a été créé par décret N° 973-2023 du 02 mai 2023 ;
- 2) Constate en référence à l'article premier dudit décret que l'ANEC est une autorité contractante au sens de l'article 2 du CMP ;
- 3) Dit qu'en tant qu'autorité contractante l'ANEC doit avoir sa cellule et sa commission des marchés ;
- 4) Constate que le budget de l'ANEC a été approuvé en octobre 2023 par arrêté ;
- 5) Dit qu'au regard des courts délais avant la fin de la gestion budgétaire 2023, la passation des procédures pour l'acquisition des biens services et travaux requièrent une certaine célérité, au risque de perdre les fonds mis à la disposition de l'agence ;

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ

- 6) Autorise l'ANEC, avec l'accord préalable du Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires, à s'appuyer sur les organes du Ministère précité pour la passation des marches de la gestion 2023, le temps pour l'agence de mettre en place ses propres organes ;
- 7) Dit que le Directeur général de l'ARCOP est chargé de notifier à l'ANEC, au Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires ainsi que la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics ;

Le Président



Mamadou DIA

Les membres du CRD

Alioune NDIAYE

Moundiaye CISSE

Mbareck DIOP

**Pour Le Directeur Général
par ordre**



Khadijetou Dial LY-DRHAGE

ARCOP SÉNÉGAL

Rue Alpha Hachamiyou TALL X Rue Kléber - BP : 11 303 Dakar Peytavin (Sénégal)

Tél : +221 33 889 11 60 - Numéro vert : 800 00 81 81 - Courriel : arcop@arcop.sn

ISO 9001 : 2015 N°. AFR 21.00047 FR

www.arcop.sn